



Déclaration Liminaire à la Formation Spécialisée du 21 septembre 2023

Madame la Présidente,

La France connaît aujourd'hui une phase d'instabilité nouvelle provoquée par le mépris d'un gouvernement qui reste sourd aux difficultés de sa population : équipements publics saccagés, agents agressés...voici le résultat d'une longue politique de sape des services publics.

La DGFIP ne fait malheureusement pas exception : empilement des réformes à marche forcée, suppression massive d'effectifs, conditions de travail toujours plus dégradées, effondrement du pouvoir d'achat des fonctionnaires ...et ce ne sont pas les quelques aumônes récemment concédées par le gouvernement qui permettront de restaurer l'attractivité de notre administration!

Le gouvernement s'étonne des difficultés de recrutement au sein de la fonction publique mais refuse de faire son propre procès et d'admettre sa part de responsabilité dans la dégradation de l'image et des conditions de travail de nos services publics !

Les mesures proposées ne sont en fait que des demi-mesures qui ne suffisent pas à atténuer le mal-être des agents.

Au sein de notre administration, les résultats de l'observatoire interne sont, à ce sujet, éloquentes :

- seuls 15 % des personnels de la DGFIP se déclarent très satisfaits d'y travailler contre 27 % qui ne sont pas satisfaits ;
- Pour un agent sur deux, la motivation diminue ;
- 69 % des agents estiment les possibilités d'avancement et de promotion insatisfaisantes ;
- pour 55 % des agents, la charge de travail est trop importante et la quantité de stress (échelle de 1 à 10) ne fait qu'augmenter.

Ces résultats sont loin d'être favorables à la DGFIP et ne font que conforter une situation que nous n'avons cessé de dénoncer : la dégradation des conditions de travail et la destruction de nos collectifs de travail.

Et quelle solution la Direction compte-t-elle nous apporter ? : de nouvelles organisations de travail qui prônent les bienfaits du télétravail, du co-working et du Flex office....pour Solidaires Finances Publiques, la coupe est pleine ! C'est un déni de réalité face aux conditions de travail dégradées et une réponse complètement inadaptée aux difficultés rencontrées par les agents au quotidien !

La DGFIP se félicite de l'impact positif du télétravail sur l'équilibre vie privée – vie professionnelle mais occulte la réalité du terrain qui est que le télétravail se voit être la seule

réponse pour les agents à un quotidien dans les services devenu insupportable : suppressions massives d'implantations induisant des temps de trajet mirobolants ; répartition d'effectifs insolubles palliés par des « renforts à distance », ambiances de travail lourdes et stressantes...

Et aujourd'hui, la DGFIP compte prétexter du télétravail et des modes de travail nomade pour faire de nouvelles économies de moyens : demain, plus de bureau attitré pour chaque agent mais des open-space partagés par l'ensemble des agents de la DGFIP....et plus si affinités. L'insécurité et l'inconfort des personnels dans ces structures sont pourtant prégnantes et ne manqueront pas d'accroître les conflits et l'émergence des risques psychosociaux.

Voilà qui permettra sans doute de resserrer les collectifs de travail et d'apporter aux agents le soutien et la reconnaissance qu'ils réclament !

Solidaires Finances Publiques exige l'arrêt de la destruction des collectifs de travail, une vraie revalorisation des rémunérations pour l'ensemble des personnels et l'amélioration des conditions de travail.

Concernant l'ordre du jour, Solidaires Finances Publiques 66 tient également à souligner l'importance dans le contexte actuel de l'action de la médecine du travail qui a malheureusement pris un retard conséquent dans les visites périodiques qu'il sera difficile de combler. Solidaires Finances Publiques 66 réclame donc plus de médecins et de créneaux pour les agents.